

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL SCIERIE NIER

Le Cellier
38760 Varcès-Allières-et-Risset

Références : 2023-Is080T5

Code AIOT : 0006109947 (stockage par voie humide)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement SARL SCIERIE NIER (stockage par voie humide) implanté Le Cellier 38760 Varcès-Allières-et-Risset. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre des suites de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL-UD38-2022-12-19 du 23/12/2022 et du rapport d'inspection n°2022-Is073T5 du 04/10/2022 signé le 21/10/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL SCIERIE NIER
- Le Cellier 38760 Varcès-Allières-et-Risset
- Code AIOT : 0006109947
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de stockages, par voie humide (aspersion), de bois non traité chimiquement est située en dehors du périmètre de la scierie Nier faisant l'objet d'un arrêté d'autorisation. Elle est cependant exploitée par la scierie Nier.

L'installation est située au lieu-dit Le Cellier ; elle est autorisée par récépissé de déclaration n°27.246 du 28 juin 2000 pour la rubrique 1531 (Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : modalités de stockage par voie humide, sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	Consommation d'eau- dispositif de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.	AP de Mise en Demeure du 23/12/2022, article 1	Astreinte
2	Quantité d'eau rejetée	AP de Mise en Demeure du 23/12/2022, article 1	Astreinte
3	Systèmes d'aspersion économes	Arrêté Ministériel du 03/04/2000, article Annexe C	Lettre de suite préfectorale
4	Rejets dans les eaux superficielles	Arrêté Ministériel du 03/04/2000, article Annexe C	Lettre de suite préfectorale
8	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10	Lettre de suite préfectorale
9	Sécheresse – PSH : positionnement par rapport aux MTD	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10	Lettre de suite préfectorale
10	Sécheresse – Mesures de restrictions locales	Arrêté Préfectoral du 08/09/2023, article 2	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Consommation d'eau – déclaration	AP de Mise en Demeure du 23/12/2022, article 1	Sans objet
6	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 1	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10	Sans objet
7	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 2	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les délais de mise en conformité de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/12/2022 (fixé au 28/08/2023) étant échus lors de l'inspection du 19/09/2023, il est constaté que les non-conformités ne sont pas levées. Il est proposé à monsieur le préfet d'engager une sanction administrative à l'encontre de la société SARL SCIERIE NIER située sur la commune de Varcès-Allières-et-Risset suite à la persistance de ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/12/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions générales
Prescription contrôlée : La SARL SCIERIE NIER – Le Cellier à VARCES ALLIERES ET RISSET est mise en demeure de respecter dans un délai de 8 mois dès notification du présent arrêté les prescriptions suivantes : Annexe A de l'arrêté Ministériel du 03/04/2000 - Consommation d'eau ; Article annexe A de l'arrêté Ministériel du 03/04/2000 : Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le pompage en nappe d'eau souterraine doit être muni d'un dispositif antiretour. Demande du service de l'inspection lors de l'inspection du 04/10/2022, non-conformité ayant fait l'objet d'une mise en demeure en date du 23/12/2022: - Mettre en place un dispositif de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif doit être relevé toutes les semaines. - Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. - Le pompage en nappe d'eau souterraine doit être muni d'un dispositif antiretour.
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place de dispositif de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. L'exploitant déclare que la pompe a fonctionné seulement sur le mois de juin 2023 . L'Inspection constate sur la facture d'EDF de mars 2023 à août 2023, qu'effectivement la consommation n'est effective que sur juin 2023. Le jour de l'inspection, il est constaté que l'exploitant n'arrose pas le stockage de bois. L'exploitant déclare que son installation n'est plus en fonctionnement ; dans le cas où il la remettrait en route en 2024, il prévoit d'installer un compteur. L'installation en place possède un clapet anti-retour. Pour rappel, le 04/10/2022, l'exploitant avait déclaré que l'installation fonctionnait tous les jours de mai à octobre, avec un fonctionnement de 7h à 21h. L'exploitant avait réalisé une estimation en déclarant un prélèvement de 25 200 m3/an. L'Inspection constate sur les factures d'EDF que l'arrosage a également fonctionné en novembre 2022 contrairement aux déclarations de l'exploitant.
Non conforme
Proposition de suites : Compte tenu du non-respect de l'article n°1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/12/2022 , il est proposé au préfet de rendre la SARL SCIERIE NIER redevable d'une astreinte d'un montant journalier de cinquante euros (50 €) pour le point suivant visé dans l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL-UD38-2022-12-19 du 23/12/2022 : Annexe A de l'arrêté Ministériel du 03/04/2000 - Consommation d'eau- dispositif de mesure totalisateurs de la quantité d'eau

prélevée.

N° 2 : Quantité d'eau rejetée

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/12/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions générales
Prescription contrôlée : La SARL SCIERIE NIER – Le Cellier à VARGES ALLIERES ET RISSET est mise en demeure de respecter dans un délai de 8 mois dès notification du présent arrêté les prescriptions suivantes : Annexe A de l'arrêté Ministériel du 03/04/2000 - Quantité d'eau rejetée ; Annexe A de l'arrêté Ministériel du 03/04/2000 : La quantité d'eau rejetée doit être mesurée journallement ou à défaut évaluée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées. Demande du service de l'inspection lors de l'inspection du 04/10/2022, non-conformité ayant fait l'objet d'une mise en demeure en date du 23/12/2022: Mesurer la quantité d'eau rejetée journallement ou à défaut évaluer à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées.
Constats : L'exploitant n'a pas mesuré journallement (ou à défaut évalué à partir de la mesure les quantités d'eau prélevées) la quantité d'eau rejetée sur Juin 2023, puisque qu'il n'a pas mis en place de dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée.
Non conforme
Proposition de suites : Compte tenu du non-respect de l'article n°1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/12/2022 , il est proposé au préfet de rendre la SARL SCIERIE NIER redevable d'une astreinte d'un montant journalier de cinquante euros (50 €) pour le point suivant visé dans l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL-UD38-2022-12-19 du 23/12/2022 : Annexe A de l'arrêté Ministériel du 03/04/2000 -quantité d'eau rejetée doit être mesurée journallement ou à défaut évaluée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées.

N° 3 : Systèmes d'aspersion économes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/04/2000, Annexe C
Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions relatives aux stockages par aspersion
Prescription contrôlée : Les systèmes d'aspersion les plus économes en eau sont privilégiés. La quantité d'eau prélevée doit être compatible avec le potentiel du milieu dans lequel elle est prélevée notamment en zone de répartition des eaux. De plus, dans les cours d'eau, un débit minimal permettant de garantir la vie, la circulation et la reproduction des espèces piscicoles doit être maintenu en toute période. Demande du service de l'inspection lors de l'inspection du 04/10/2022: Proposer un système d'aspersion plus économe notamment le fonctionnement en circuit fermé ou des mesures spécifiques sécheresse
Constats : L'exploitant avait déclaré le 01/10/2022 que la pompe fonctionnait de 7h à 21h tous les jours de

<p>mai à octobre avec un débit de 10m³/h. L'exploitant avait mis en place 8 asperseurs dans les années 2000 ; il n'en utilise plus que 3 compte-tenu du volume de bois stockés de 4000 m³. Le stockage des bois est séparé en 2 par un chemin d'exploitation, les 3 asperseurs sont situés sur la gauche du chemin et arrosent le stockage situé à gauche du chemin, le chemin et une partie du stockage située à droite du chemin (bois nécessitant moins d'arrosage) .</p> <p>En 2023, l'exploitant a utilisé l'arrosage en juin 2023 et ne propose toujours pas de système d'économie en eau.</p>
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 9 mois

N° 4 : Rejets dans les eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/04/2000, Annexe C
Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions relatives aux stockages par aspersion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets dans les eaux superficielles doivent tenir compte des objectifs de qualité des cours d'eau quand ils existent. Dans tous les cas, le pH des effluents rejetés doit être supérieur à 5,5.</p> <p>Demande du service de l'inspection lors de l'inspection du 04/10/2022: Tenir à disposition du service de l'inspection une mesure de pH des effluents rejetés lors de l'arrosage en fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne présente pas de mesures de pH des effluents rejetés.</p> <p>Pour rappel, l'Inspection avait constaté le 04/10/2022 que les rejets des effluents sont évacués à la fois dans la nappe mais aussi vers le ruisseau situé à proximité, la Marjoreda qui se jette quelques mètres plus loin dans la rivière Le Lavanchon.</p>
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 9 mois

N° 5 : Consommation d'eau – déclaration

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/12/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La SARL SCIERIE NIER – Le Cellier à VARCES ALLIERES ET RISSET est mise en demeure de respecter dans un délai de 8 mois dès notification du présent arrêté les prescriptions suivantes :</p> <p>Article L.213-10-9 du code de l'environnement- Déclaration du prélèvement sur la ressource en eau à l'Agence de l'Eau.</p> <p>Code de l'environnement du 31/10/2023, article L.213-10-9 : Toute personne dont les activités entraînent un prélèvement sur la ressource en eau est assujettie à une redevance pour prélèvement sur la ressource en eau.</p> <p>Demande du service de l'inspection lors de l'inspection du 04/10/2022, non-conformité ayant fait l'objet d'une mise en demeure en date du 23/12/2022: - Déclarer le prélèvement en eau à l'Agence de l'Eau.</p>
Constats :

L'exploitant n'a toujours pas déclaré la consommation d'eau de prélèvement dans la nappe à l'Agence de l'Eau.
Observations : Ce point est soldé, une information à l'agence de l'eau sera faite par l'Inspection concernant la non déclaration du prélèvement en eaux souterraines sur le site de stockage par voie humide.

N° 6 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemption des restrictions pour les préleveurs faibles consommateurs
Prescription contrôlée : L'arrêté n°38-2023-07-10-00009 « Arrêté cadre sécheresse » du 10/07/2023 précise que sont exemptées les activités industrielles consommant : - moins de 1000 m ³ / an dans le milieu ou - moins de 1000 m ³ / an dans le milieu et moins de 7000 m ³ /an pour le total prélevé (réseau d'eau potable et milieu)
Constats : Par estimation, l'exploitant avait déclaré lors de l'inspection du 04/10/2022 une consommation annuelle de l'ordre de 25 200 m ³ /an dans le milieu naturel. Compte tenu : - du prélèvement réalisé au mois de juin 2023, sans relevé de la part de l'exploitant permettant de justifier du volume prélevé, - de la consommation annuelle d'eau déclarée par l'exploitant en 2022, l'Inspection considère qu'il n'est donc pas exempté pour le cas 1.
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemption des restrictions pour ceux ayant des prescriptions
Prescription contrôlée : L'arrêté n°38-2023-07-10-00009 « Arrêté cadre sécheresse » du 10/07/2023 précise que sont exemptés les établissements qui disposent d'un arrêté préfectoral comportant des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, sous réserve que cet arrêté conduise à des réductions effectives en fonction des différents seuils, au-delà des simples mesures génériques (arrosage, fontaines, lavage, sensibilisation). Dans ce cas l'arrêté préfectoral prévaut.
Constats : Cette installation étant soumise au régime de la déclaration, elle n'est pas réglementée par un arrêté préfectoral, et l'arrêté ministériel rattaché à l'activité ne comporte pas de prescriptions conduisant à une diminution effective selon les seuils de gravité de sécheresse, l'exploitant n'est donc pas exempté pour le cas 2.
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10

Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemption des restrictions pour ceux aux MTD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'arrêté n°38-2023-07-10-00009 « Arrêté cadre sécheresse » du xxx précise que sont exempts les établissements ICPE pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.).</p> <p>Ces établissements ICPE veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas rempli le questionnaire sécheresse pour demander l'exemption car le site ICPE est soumis à déclaration. Seuls les sites soumis à Autorisation et Enregistrement ont reçu le questionnaire.</p> <p>L'exploitant ne démontre pas que les besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.).</p>
<p>Observations :</p> <p>Pour pouvoir bénéficier d'une adaptation, l'exploitant doit faire la déclaration auprès de la DREAL/DDPP via un sondage : https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/declarer-vouloir-beneficier-d-une-adaptation-a23431.html</p> <p>Pour pouvoir bénéficier de ce 3^e critère d'adaptation l'exploitant doit réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional disponible à partir du lien internet suivant : https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/psh-plan-de-sobriete-hydrique-contenu-attendu-et-a23169.html</p>
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 9 mois

N° 9 : Sécheresse – Plan de Sobriété Hydrique (PSH) : positionnement par rapport aux MTD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemption des restrictions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les établissements ICPE souhaitant bénéficier d'exemption déclarent à l'inspection qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application et tiennent à la disposition de l'inspection des installations classées un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier. Ce PSH sera à mettre à jour minima tous les 5 ans. La trame type à suivre est mise à disposition par l'inspection des installations classées sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.</p> <p>https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/psh-plan-de-sobriete-hydrique-contenu-attendu-et-a23169.html</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne présente pas à l'inspection des installations classées un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de justifier une réduction optimisée des besoins en eau pour le critère d'exemption (cas 3).</p>
<p>Observations : Dans le cas où l'exploitant souhaite remettre en route son installation d'arrosage en situation de sécheresse, il ne pourra pas bénéficier d'exemption aux restrictions de consommation d'eau, tant qu'il n'a pas établi de PSH.</p>

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 9 mois

N° 10 : Sécheresse – Mesures de restrictions locales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des dispositions en période de sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures de restrictions citées à l'article 2 de l'arrêté n° 38-2023-09-18-00006 du 18/09/2023 relatif à la mise en situation de restrictions sécheresse pour les zones d'alerte du territoire isérois hors Est-Lyonnais, Bièvre-Liers-Valloire et Galaure-Drôme des Collines sont:</p> <p>En alerte , des mesures de restrictions plus importantes sont imposées :</p> <p>Pour l'industrie, le commerce et l'artisanat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Baisse de 25 % des prélèvements industriels, commerciaux ou artisanaux non domestiques autorisés pour leur usage économique hors : - Autorisations disposant de mesures spécifiques sécheresse ; - Installations ayant déjà diminué au maximum leur prélèvement économique (sous couvert d'un PSH pour les ICPE ou d'un plan d'économie d'eau pour les autres) ; - Installations prélevant moins de 7000 m3 sur le réseau d'eau potable (sous réserve de tenir à disposition les justifications nécessaires) ;
<p>Constats :</p> <p>La commune de Varcès-Allières-et-Risset est située sur la zone d'alerte « Vercors » pour les ressources souterraines, qui depuis le 8 septembre 2023 est en situation de gestion « Alerte ».</p>
<p>Observations :</p> <p>Dans le cas où l'installation d'arrosage des bois est remise en service, sans présentation d'un PSH par l'exploitant, celui-ci est tenu de baisser de 25 % son prélèvement et ce jusqu'au 30 novembre 2023.</p>
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale